

Anne Bérroujon, Peuple et pauvres des villes dans la France moderne. De la Renaissance à la Révolution (Paris : Armand Colin, 2014), 334 p.

Danny Bertrand

Volume 43, Number 2, Spring 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1031290ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1031290ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bertrand, D. (2015). Review of [Anne Bérroujon, *Peuple et pauvres des villes dans la France moderne. De la Renaissance à la Révolution* (Paris : Armand Colin, 2014), 334 p.] *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 43(2), 57–58.
<https://doi.org/10.7202/1031290ar>

Book Reviews / Comptes rendus

Anne Bérroujon, *Peuple et pauvres des villes dans la France moderne. De la Renaissance à la Révolution* (Paris: Armand Colin, 2014), 334 p.

Avec cet ouvrage, Anne Bérroujon nous propose une synthèse des connaissances sur le peuple de la France d'Ancien Régime, un sujet jouissant d'une riche historiographie. Cette synthèse s'inscrit dans la foulée des grandes études de Daniel Roche, Arlette Farge, Jean Delumeau, Jean Nicolas et Natalie Zemon Davis. En puisant dans les analyses de ces piliers de l'historiographie française, Bérroujon cherche à rendre compte du peuple dans toute sa complexité. L'ouvrage ne constitue donc pas une étude approfondie mobilisant un vaste corpus de sources et il s'adresse de toute évidence au grand public.



Dans le premier chapitre, l'auteure s'attarde à délimiter son objet d'étude en fournissant une définition sociologique très riche de ce peuple urbain qu'elle rend saisissable par une approche à la fois qualitative et quantitative. Il en ressort un peuple qui, malgré la perméabilité des frontières sociales qui le distinguaient des élites, représentait la majorité des habitants des villes d'Ancien Régime et qui se caractérisait entre autres par sa mobilité. Le deuxième chapitre porte sur le peuple au travail, activité qui le définissait en termes identitaires et qui produisait une cohésion sociale. Bérroujon illustre comment le travail est devenu le principal moyen d'obtenir une dignité et une honorabilité. Elle met l'accent sur les possibilités offertes au peuple, que ce soit dans le cadre d'une corporation de métier ou d'un emploi de domestique par exemple. Elle rend bien compte des hiérarchies complexes qui dépassaient la classification sociale habituelle.

La vie du peuple au quotidien est ensuite abordée par une analyse des pratiques et des comportements, que ce soit en termes d'habitation, d'alimentation ou de consommation. Elle démontre qu'une série de changements a entraîné une dégradation du niveau de vie du peuple qui l'a éloigné davantage des élites. Inversement, les transformations dans les manières de consommer le rapprochaient de ces élites. Ce rapprochement est notamment perceptible dans l'évolution du rapport à l'objet. Le peuple affirmait ainsi son urbanité et son intégration à la ville, ce qui a entraîné une réaction des élites. Le quatrième chapitre, le plus intéressant à notre avis, porte sur l'aspect culturel. Rejetant la mise en place d'une culture populaire distincte et commune à l'ensemble du peuple, Bérroujon décrit un

processus de mise à distance de pratiques jugées populaires par les élites, qui étaient devenues soucieuses de marquer leur position sociale en se forgeant leur propre culture, celle de l'honnête homme. Les rituels publics, les différents modes de consommation culturelle et les comportements religieux ont tous été remodelés au cours de la période. L'auteure démontre avec brio l'élaboration de cette « nouvelle orthodoxie culturelle » qui s'est réalisée par l'invention du « populaire » (p. 231), suivie d'une disqualification et d'une mise à distance intellectuelle et physique par les élites.

Les deux derniers chapitres traitent de l'aspect politique. L'auteure soutient que le peuple avait un pouvoir d'action même s'il avait été exclu des sphères du pouvoir. Ce pouvoir s'exprimait par son organisation en compagnonnage et par sa capacité émeutière. Bérroujon indique que le peuple n'a jamais perdu cette propension à la révolte, qui représentait son avenue politique la plus efficace. Selon elle, les acquis de ces deux types d'expériences ont permis aux peuples des villes d'entrer dans la Révolution, qui a incarné la véritable « irruption du peuple sur la scène politique » (p. 279). Ce serait grâce aux événements de 1789 que le peuple serait devenu « un être politique », « une force agissante » (p. 281) et qu'il aurait influencé d'une manière considérable, pour la première fois, les décisions politiques. Si l'auteure prend le soin de bien nuancer son degré d'implication, elle réussit à démontrer que le peuple a bel et bien acquis une force politique inédite et qu'il prend, au moins pour un temps, sa place dans l'arène politique. Cette politisation progressive en est venue à imprégner son quotidien et à modifier ses pratiques.

L'ouvrage offre ainsi un portrait détaillé et satisfaisant de ce peuple des villes, malgré les défis posés par les sources. Pour combler les vides créés par des lacunes documentaires et afin d'assurer une certaine représentativité à la fois géographique et temporelle, l'ouvrage ne porte pas sur une ville en particulier, mais sur un vaste nombre d'exemples urbains que l'auteure utilise en fonction des ouvrages qu'elle mobilise. Cependant, dans la mesure où il s'agit d'une synthèse, l'ouvrage ne traite que trop peu des enjeux liés aux sources, se contentant de faire de courtes mentions éparées. À ce titre, le chercheur reste sur sa faim, d'autant plus qu'il semble y avoir parfois un manque d'information précise sur les sources utilisées. En effet, l'auteure et l'éditeur ont opté pour un système de référence particulièrement étrange qui entraîne un manque de cohérence et d'intelligibilité. Il s'agit d'un système qui mêle deux modes de référence aux sources et aux études, soit les notes de fin de document et les notes entre parenthèses, dont le contenu fluctue tout au long de l'ouvrage en fonction des éléments qui sont mentionnés dans le texte. La variabilité du contenu des références et, dans certains cas, l'absence de références précises pour des éléments cités dans le texte sont déplorables et gênent la lecture, ce qui apparaît étonnant pour

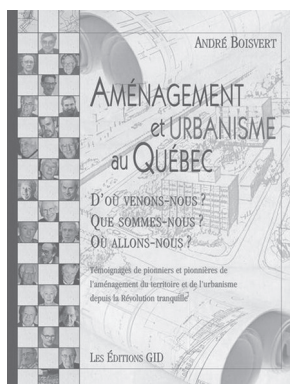
un ouvrage dont l'ambition est selon toute vraisemblance de dépasser les cercles académiques.

Ceci étant dit, Bérroujon s'est fait un devoir d'être nuancée et prudente à travers les multiples aspects abordés. Plusieurs questions épineuses y sont abordées, comme le débat sur la culture populaire, le processus de déchristianisation au XVIII^e siècle, la permanence de la violence en milieu urbain et le supposé déclin des émeutes et des révoltes populaires. Les positions antagonistes sont présentées clairement et l'auteure justifie bien ses prises de position, d'autant qu'elle penche généralement pour des points de vue admis dans l'historiographie récente. Sur la désacralisation de la monarchie au XVIII^e siècle, elle indique par exemple qu'il y eut une certaine érosion idéologique à cet égard, une position médiane par rapport aux points de vue tranchés de Robert Darnton ou de Jens Ivo Engels. L'auteure met également en valeur des notions phares provenant des nouveaux développements historiographiques. Elle utilise par exemple les concepts de frontières, d'espaces, de dynamiques et d'acteurs en mouvement. Elle fait état de rapports plus nuancés entre villes et campagnes et elle considère souvent le rôle et la place des femmes. Cette sensibilité, omniprésente tout au long de l'ouvrage, procure un équilibre aux propos de Bérroujon, ce qui contribue à la qualité générale de cette synthèse qui intéressera sans doute un public élargi.

Danny Bertrand
Candidat au doctorat en histoire
Université d'Ottawa

André Boisvert, *Aménagement et urbanisme au Québec. D'où venons-nous? Que sommes-nous? Où allons-nous? Témoignages de pionniers et pionnières de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme depuis la Révolution tranquille* (Québec: GID, 2014), 723 p.

Dans cet ouvrage d'une ampleur considérable, tant par son objet que par son contenu, André Boisvert nous présente 25 témoignages de figures marquantes de l'aménagement du territoire ayant, pour la majorité, œuvré au Québec depuis la fin des années 1950. Ce recueil présente les données de première main qu'il a colligées à la faveur d'entrevues menées entre 1996 et 2011, dans le cadre de ses recherches doctorales notamment, et l'analyse de documents d'archives transmis par les personnes qu'il a rencontrées. Il importe d'ailleurs de saluer la somme de travail qui a dû être abattue afin de constituer et ficeler ce panorama. Les entrevues ont été réalisées avec Benoit Bégin, Jean-Claude La Haye, Rolf Latté, Blanche Lemco Van Ginkel, les fils de Jacques Simard, Paul Laliberté, André Trudeau, Yvon Tremblay, Marcel Junius, Claude Langlois, Guy



R. Legault, Charles Carlier, André Hoffmann, Ilona Kaszanitzky, Victor Lambert, Claude Lamothe, Jean Cimon, Georges Robert, Jean Décarie, Michel Barcelo, Réjane Blary, Iskandar Gabbour, Léon Plogaerts, Norbert Schoenauer et finalement Andrea Faludi, qui porte un regard extérieur très intéressant sur la discipline en Amérique du Nord.

Bien qu'un schéma d'entrevue fut utilisé pour mener les entretiens, on constate rapidement que ce dernier sert beaucoup plus de point de départ à la discussion que de cadre serré. En résulte une forme assez hétéroclite de rapports d'entrevues, tantôt sous forme de quasi-dialogues, tantôt sous forme de textes synthétiques qu'on sent révisés par le témoin interviewé. Le ton et la cohérence de l'ouvrage en sont affectés, le rendant à certains endroits très léger, et à d'autres difficile à suivre en raison de l'emploi du caractère italique suivi de paragraphes semblant porter à la fois sur l'interprétation de l'auteur et le témoignage. Les témoignages sont profondément marqués par l'opinion et le cadre de référence des interviewés, leur lecture des outils d'aménagement dont dispose le Québec et finalement, leur pronostic sur leur profession. On questionne à plusieurs reprises à ce titre le caractère très procédural actuel de la profession en déplorant le manque de vision globale des actions entreprises.

Les témoignages sont regroupés en sept thèmes principaux. En filigrane de ces entrevues se révèle l'évolution de la pratique de l'aménagement au Québec et bien entendu, le contexte historique et politique dans lequel elle s'inscrit. Boisvert présente d'abord le récit des événements ayant façonné l'expérience personnelle des premiers praticiens et ayant permis à ceux-ci de jeter les bases des composantes structurantes de la discipline. Ensuite, le déploiement graduel des nouvelles pratiques est illustré par les témoignages des nouveaux praticiens formés au Québec, et ce, dans diverses régions et à différents paliers. Ainsi, l'exercice de la profession au niveau municipal, comme fonctionnaire de l'État, comme consultant privé, comme universitaire chercheur ou encore comme enseignant est abordé; cette diversité a guidé entre autres le choix des professionnels interviewés. À travers les témoignages sont notamment abordés le rôle qu'a joué la Société canadienne d'hypothèques et de logement, qui a constitué un des premiers encadrements en aménagement du territoire par ses programmes d'accès à la propriété privée, mais qui fut aussi la première porte d'entrée ou le premier employeur de plusieurs témoins interviewés dans l'ouvrage; les démarches de regroupement des premiers professionnels et la mise sur pied de l'Ordre des urbanistes du Québec et de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal; l'Exposition universelle de 1967 et l'opportunité unique que celle-ci a constitué pour les aménagistes de l'époque par l'effervescence technique et intellectuelle qu'elle a favorisée; le travail de l'équipe multidisciplinaire de la Ville de Montréal ayant travaillé à la rédaction du rapport *Montréal Horizon 2000*; le traitement de la dimension socioéconomique du développement comme élément constitutif de l'urbanisme; l'usage de la Loi sur les biens culturels pour préserver la culture et le patrimoine identitaire; le travail de représentation effectué pour que la législation touchant à l'aménagement du territoire soit bonifiée ainsi que les